

## Prise de position sur la situation internationale après les attentats meurtriers du 11 mars 2004 à Madrid

### Le pacifisme et l'antiterrorisme mènent au patriotisme. LE PATRIOTISME C'EST LA GUERRE

Les attentats meurtriers du 11 mars 2004 à Madrid et leurs suites actuelles constituent une puissante reprise, au cœur de l'Europe, de ce qui s'était passé le 11 septembre 2001 à New York et Washington.

Derrière le vacarme autour de l'impact sur les élections espagnoles, autour des « mensonges d'Aznar », derrière l'utilisation qu'en font certaines bourgeoisies (notamment en Europe) dans leur propagande faussement pacifiste à propos des menées guerrières des USA (qui auraient une part importante dans le développement du terrorisme), une chose doit être affirmée : ces attentats (et leurs implications politiques et idéologiques) sont une nouvelle manifestation de la dynamique vers la guerre généralisée dans laquelle est engagé l'ensemble de la classe capitaliste depuis plus de 2 ans.

Dès septembre 2001, et même avant, la logique des événements qui se succédaient nous avait amenés à affirmer qu'une nouvelle période s'ouvrait : *« Avec le 11 septembre, la guerre impérialiste –mode de vie du capitalisme décadent et réalité permanente sur la planète depuis la seconde guerre mondiale-, est revenue comme un boomerang au cœur des pays développés, et ce pour la première fois depuis 1945 (en tout cas avec un tel degré, une telle violence). Depuis le 11 septembre 2001, la guerre n'est plus seulement, pour les prolétaires des pays centraux, quelque chose de " lointain " dans l'espace, ni quelque chose de " lointain " dans le temps hantant la mémoire de leurs grands parents. Elle est désormais terriblement présente, ici et maintenant. Telle est la nouvelle donne de la situation mondiale... Si la brutale accélération mondiale de la situation depuis trois mois révèle et confirme une chose, c'est d'abord et avant tout : la nature impérialiste de tous les Etats, la faillite du mode de production capitaliste, sa plongée dans une crise mortelle face à laquelle la bourgeoisie n'a qu'une réponse, qu'une politique possible : la marche à la guerre, et enfin le fait que, pour imposer la guerre à la société, notamment dans les pays centraux, la classe dominante doit affronter son ennemi mortel : la classe ouvrière. Tous ces éléments sont présents dans la situation d'aujourd'hui comme peut être jamais la génération actuelle de révolutionnaires n'avait pu le vivre. Tous ces éléments... sont des manifestations de quelque chose qui est depuis toujours un socle de granit dans les analyses du CCI, de la Gauche communiste et du courant marxiste au sein du mouvement ouvrier... : la décadence du mode de production capitaliste »* (décembre 2001 – Bulletin n° 4).

Cette logique n'a cessé de s'imposer de manière implacable avec d'un côté une dynamique de polarisation des différents Etats impérialistes autour de deux axes, américain d'un côté et franco-allemand de l'autre, avec l'ouverture de nouveaux fronts guerriers (Afghanistan, Irak), avec en toile de fond idéologique la « guerre ouverte de tous contre le terrorisme ». Mais depuis, face à cette dynamique guerrière, – avec la reprise des luttes ouvrières qui s'est affirmée notamment avec les mouvements importants et massifs en France au printemps 2003 puis en Grande-Bretagne et en Italie – s'est ouvert un véritable front de lutte de classe (qui est le seul terrain sur lequel se situe la réponse, à partir duquel peut et doit de développer l'unique perspective viable, pour l'humanité, contre la logique mortelle de la classe dominante).

Les attentats du 11 mars 2004 à Madrid s'inscrivent pleinement dans la continuité de la nouvelle période ouverte en septembre 2001 dans la mesure où ils viennent rappeler brutalement, violemment la détermination de la bourgeoisie à forcer la situation dans le sens d'imposer sa « solution », celle de la guerre impérialiste généralisée et, pour ce faire, à tâcher d'y enrôler la classe ouvrière, en particulier en cherchant à lui imposer « son » unité nationale.

La scène internationale est donc bel et bien en train de connaître une formidable accélération. Comme jamais auparavant (pour les générations de l'après-guerre), les deux classes, prolétariat et bourgeoisie, se font face ; l'enjeu est concrètement posé : guerre impérialiste généralisée ou révolution prolétarienne.

#### I. LE PROLETARIAT VERITABLE ENJEU DE LA SITUATION

La logistique sophistiquée indispensable à des attentats d'une telle ampleur et aussi meurtriers que l'ont été ceux de Madrid, cela malgré un contexte de surveillance policière et militaire omniprésente et rarement égalée, le flou délibéré et consciemment entretenu sur les contours de ce qu'on appelle la « mouvance terroriste », leurs évidents financements, armement entretien et utilisation (pour leurs propres intérêts) directement par des Etats bourgeois petits et surtout grands <sup>(1)</sup>, toutes ces caractéristiques montrent que le terrorisme est d'abord et avant tout une émanation de la bourgeoisie décadente. Mais, ainsi que nous l'a largement enseigné l'histoire, c'est aussi, pour cette classe barbare, une arme "militaire" que tous ses Etats utilisent, les uns contre les autres, pour en découdre au niveau impérialiste, ainsi qu'une arme politique et idéologique, dirigée contre la classe ouvrière, qui lui permet aujourd'hui, via "l'antiterrorisme", de justifier un renforcement sans précédent de son arsenal répressif et le développement d'un battage assourdissant et totalitaire pour imposer sa politique de marche forcée vers la guerre généralisée. Ceci était vrai au moment

<sup>1</sup> Il n'y a, aujourd'hui, plus de doute (la classe dominante le reconnaît elle-même) sur le fait que "Ben Laden" est une créature des USA, de même qu'il y a une trentaine d'années, par exemple, la "bande à Baader" (et autres) était, pour le moins, manipulée par les services secrets du bloc de l'Est. Quant aux bombes de Madrid, il semblerait que l'explosif proviendrait d'une entreprise espagnole contrôlée par les services secrets nationaux.

du 11 septembre, ça l'est tout autant sinon plus à l'occasion des attentats de Madrid. Croire aujourd'hui que la bourgeoisie subit le terrorisme, que les attentats sont l'œuvre de "nébuleuses", groupes ou éléments incontrôlés, c'est être soit aveugle et sourd, soit stupide, soit, encore pire, soutien ou relais de la propagande mensongère bourgeoise et donc nuisible aux intérêts de la classe ouvrière<sup>(2)</sup>.

Sans nul doute possible, c'est bien la bourgeoisie (en l'occurrence ses principales puissances) qui accouche en ce moment de ce terrorisme-là; c'est elle qui commande ces attentats-là dans un objectif précis. C'est encore elle qui, notamment contre la classe ouvrière, va maintenant en exploiter au mieux les conséquences pour sa marche à la guerre. Elle a déjà (re)commencé à le faire à travers les gigantesques manifestations de rue qu'elle a suscitées, organisées et conduites à travers toute l'Espagne dès le lendemain des attentats. En tirant pleinement profit de l'indignation générale soulevée par le massacre, elle en a fait un appel à "la mobilisation générale"<sup>(3)</sup> et à "la guerre contre le terrorisme"<sup>(4)</sup>. Et, pour bien enfoncer le clou, elle annonce que tout cela ne peut se faire que dans "l'unité nationale derrière l'Etat".

Mais si, avec le 11 septembre 2001, la population internationale s'était un temps mobilisée derrière la campagne d'union nationale contre le terrorisme (ampleur des manifestations pacifistes, absorption relativement passive des mesures sécuritaires), force est de constater qu'en deux ans, le paysage social s'est modifié.

La classe ouvrière, notamment en Europe, s'est progressivement dégagée de la pression qu'elle subissait depuis la destruction et les morts du World Trade Center. Faire corps derrière l'Etat, cette option s'est estompée sous le coup des attaques massives (retraites, conditions de vie, salaires) laissant la place à une colère exaspérée par le caractère déterminé des différents Etats (auxquels aucune voix de gauche, syndicale ou gauchiste n'a manqué) à faire passer leurs mesures.

Rompant avec l'ambiance unanimiste des défilés massifs derrière le « non à la guerre » néanmoins agrémenté d'un « tous unis contre le terrorisme » qu'ont connu sans exception tous les pays durant plusieurs mois, la classe ouvrière modifiait quelque peu la donne par une reprise de ses luttes dans plusieurs pays du cœur de l'Europe. De fait, les vellétés de faire de la campagne pacifiste une campagne mondiale a rapidement tourné court.

*« Mais cette direction toute entière concentrée sur la marche à la guerre de la part de la bourgeoisie a ceci d'atypique et d'inédit : elle se fait dans un contexte, une période historique où le prolétariat n'est défait ni physiquement, ni idéologiquement. (...) Cette condition essentielle et première pour l'engagement dans une préparation à la guerre généralisée est aujourd'hui absente. (...) Car ce n'est pas seulement d'une classe ouvrière "apathique" dont la bourgeoisie a besoin, c'est aussi et surtout une classe ouvrière totalement gagnée à la perspective guerrière qui lui est nécessaire. Une classe qui accepte le sacrifice quotidien de produire pour la guerre et qui renonce consciemment, délibérément à son unité d'intérêt par-delà les frontières pour prendre la défense, au prix de sa vie, du capital national qui l'opprime. » (Bulletin 16 – Une nouvelle période s'ouvre).*

Cette réalité d'une classe non défaite, non soumise aux impératifs de la guerre, mais au contraire une classe qui tend à redresser la tête, à relever le défi qui lui est posé quotidiennement, cette réalité là, la bourgeoisie n'a pas d'autre choix que de la confronter. En ce sens, elle prend un risque : *« En forçant la société à la guerre sans s'être donné l'assurance que le prolétariat marcherait totalement soumis derrière ses bannières, la bourgeoisie prend donc un risque historique majeur. Et elle a clairement pris l'option de passer outre après le 11 septembre 2001. Ne pouvant éliminer l'obstacle prolétarien avant d'aller vers la conflagration générale, comme elle l'avait fait avant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, la classe capitaliste n'a pas d'autre possibilité aujourd'hui que de chercher à régler les deux questions fondamentales en même temps : marcher à la guerre et soumettre le prolétariat. » (Idem.)*

Le champ d'opération désigné avec les attentats de Madrid, ce n'est pas seulement le prolétariat espagnol. C'est le prolétariat mondial et plus particulièrement ses bataillons d'Europe, les plus puissants et les plus concentrés. Le massacre de Madrid s'inscrit lui-même dans un climat de terreur entretenue, relancé à grand renfort d'annonces de menaces terroristes (en Italie, en Grande-Bretagne, en France, en fait dans toute l'Europe jusqu'en Pologne même...), de campagnes idéologiques (foulard islamistes en France, Allemagne...). Ces attentats surviennent à point nommé pour offrir une occasion à la bourgeoisie de renforcer le thème idéologique de l'anti-terrorisme, du « tous unis derrière l'Etat garant des valeurs démocratiques », et tout particulièrement au cœur de l'Europe. A ce niveau, la résonance européenne de ces attentats signifie qu'un cran supplémentaire est en train de se franchir dans l'offensive ouverte en septembre 2001.

Les attentats eux-mêmes mais surtout l'enchaînement des faits auxquels ils donnent lieu confirment que le coup de semonce qui est donné désigne d'emblée la classe ouvrière comme la cible privilégiée vers laquelle convergent toutes les forces bourgeoises. C'est la classe ouvrière du cœur de l'Europe qui est ici fortement sollicitée, le but étant de museler ses vellétés de luttes, de lui faire

<sup>2</sup> C'est ce rôle que semble de plus en plus jouer le CCI actuel, avec sa vision caricaturale d'un capitalisme en totale "décomposition" ; décomposition qui se manifesterait entre autre par le développement du terrorisme que la classe dominante ne contrôlerait pas, voire qu'elle subirait. Mettre en avant une telle position, pour une organisation qui se veut être "la fraction la plus résolue" du mouvement prolétarien, celle "qui entraîne toutes les autres", c'est prendre la responsabilité de désarmer notre classe en présentant la bourgeoisie comme victime et non comme bourreau, c'est participer de lui masquer qui sont les vrais responsables de toute cette barbarie, c'est l'empêcher de retourner pleinement sa combativité contre ces derniers et c'est finalement la livrer à leur propagande et donc à leurs intentions meurtrières.

<sup>3</sup> La classe ouvrière a déjà eu à connaître la signification morbide de ce mot d'ordre de triste mémoire notamment en 1914 et 1939.

<sup>4</sup> La bourgeoisie internationale ne cache d'ailleurs en rien ses réelles intentions quand, par la bouche d'un Sharon (son message a été largement approuvé et relayé depuis les événements de Madrid), elle affirme : "La guerre contre le terrorisme, c'est la 3<sup>ème</sup> guerre mondiale!"

quitter son terrain de classe, de l'embarquer derrière la défense de la démocratie, sur le front de l'anti-terrorisme aux côtés de toutes les forces bourgeoises européennes unies, ce front qui ouvrirait de manière décisive la voie à la guerre.

La forme même des explosions, visant les ouvriers de Madrid et sa banlieue entassés dans les trains pour se rendre sur leurs lieux de travail, montre aussi qu'on veut imposer la terreur à la classe ouvrière.

Les dispositifs militaires, policiers, les contrôles multipliés mis en place au lendemain de ces attentats et dans toute l'Europe, la suspicion élevée au rang de « valeur citoyenne », la délation posée comme un « devoir moral », tout cela crée une ambiance dans laquelle l'ennemi pourrait bien être le voisin, le collègue de travail, une ambiance de veille de guerre. *« La marche à la guerre de la bourgeoisie n'est pas seulement perceptible sur les champs de bataille déclarés ou dans ses dispositifs et orientations politiques. Elle devient de plus en plus palpable dans la vie quotidienne de toute la population et particulièrement dans celle de la classe ouvrière : aux régimes d'austérité généralisée, aux violentes et successives vagues de licenciements comme réponse à l'enfoncement dans une crise économique sans fond, sont venus s'ajouter une militarisation de toute la vie sociale et une menace répressive sans précédent depuis la fin de la précédente boucherie impérialiste, au nom du " tout sécuritaire " . (Bulletin 16 – Idem).*

La situation telle qu'elle évolue sous nos yeux ne permet plus d'écarter la possibilité d'une « provocation » de même nature mais plus directement adressée à la classe ouvrière. *« Parce que cette confrontation est inévitable, le prolétariat, quant à lui, doit s'attendre, dans l'avenir, à des provocations de la part de la classe dominante, comme elle l'a montré à de nombreuses reprises dans l'histoire. Ces provocations, qui seront orchestrées par l'Etat bourgeois avec ses partis de gauche et ses syndicats, ne viseront qu'à amener le prolétariat à s'engager, dans les plus mauvaises conditions, dans des luttes importantes qui ne pourront déboucher que sur des défaites cuisantes, voire sanglantes, dont il ne pourra sortir qu'affaibli et finalement incapable de s'opposer à la " solution " finale du capitalisme. ».* (Bulletin 16 – Une nouvelle période s'ouvre)

## **II – LES CONSEQUENCES DANS LE RAPPORT DES FORCES IMPERIALISTES**

Les massacres de Madrid et la série d'événements qui leur succèdent ont des implications au plan des antagonismes impérialistes qui vont bien au-delà d'une simple réorientation de la politique impérialiste espagnole vers une « ligne pro-européenne ». C'est de nouveau, et de manière beaucoup plus aiguë que se pose la question des alignements impérialistes tout spécialement pour les différentes bourgeoisies européennes, et particulièrement celles qui avaient soutenu les USA lors de la guerre en Irak.

C'est ainsi que se multiplient ces derniers jours d'importantes rencontres entre chefs de gouvernements (France, Allemagne), que sont convoquées des réunions extraordinaires entre les différents ministres européens de l'Intérieur, des armées etc., avec bien sûr pour but premier de "coordonner" la campagne guerrière contre le prolétariat mais aussi avec celui de renforcer le "pôle européen" face aux USA.

C'est ainsi que les relations entre les USA et l'Europe sont brutalement soumises à de nouvelles incertitudes et de nouvelles tensions déjà perceptibles.

C'est ainsi enfin qu'un certain nombre d'Etats européens prennent de plus en plus clairement leurs distances avec la politique américaine (qu'ils avaient soutenue jusque là) et émettent la volonté de s'en « dissocier » concrètement. *« La division entre la 'nouvelle' et la 'vieille' Europe permettait aux Etats-Unis de faire un choix entre leurs alliés. Avec l'évolution de l'Espagne en direction de la France et de l'Allemagne, cela va devenir plus difficile »* (Robin Niblett, expert du Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS) – Cité par l'AFP)

Le front des Etats engagés aux côtés des USA en Irak semble en train de s'effondrer et la plupart d'entre eux menacent de basculer dans le camp des prétendus anti-guerre, comme en témoigne la décision du nouveau gouvernement à Madrid de retirer les troupes espagnoles présentes dans cette zone, immédiatement suivie par celle de son homologue italien qui envisage de reconsidérer la question de ses propres troupes après le 30 juin. La Pologne quant à elle a informé « qu'elle n'enverrait pas davantage de soldats en Irak pour pallier un éventuel retrait espagnol » après que son propre président (qui, la veille encore, était le champion des pro-américain) a carrément traité les dirigeants de Washington de menteurs en les accusant de l'avoir "mené en bateau" à propos de l'Irak.

Cet événement devient donc un facteur d'accélération et d'aggravation des antagonismes et de ce que nous avons appelé la tendance, la dynamique « à la bipolarisation ».

Sur le plan des conflits ouverts (Irak, Afghanistan, Palestine...), cette situation implique des difficultés supplémentaires et à différents niveaux. Ainsi, par exemple en Irak, tandis que le « règlement de la situation » sur le terrain se trouve lourdement hypothéqué notamment du fait des probables retraits de troupes "alliées", les révélations sur les « raisons » mensongères de la guerre portent un lourd discrédit aux différents gouvernements qui les ont défendues avec tout ce que cela comporte de risque de déstabilisation au niveau interne. Les déboires de T. Blair en Grande-Bretagne, le changement de gouvernement en Espagne expriment ces difficultés. Mais surtout on assiste, dans la foulée immédiate des attentats à Madrid, à une relance des massacres dans de nombreux foyers de tensions ouvertes, comme l'Afghanistan et le Kosovo, qui sont avant tout le reflet de la montée des antagonismes impérialistes notamment entre les grandes puissances.

## **III - QUELLE INTERVENTION DES REVOLUTIONNAIRES ?**

Dans l'immédiat, il est impossible de faire des prévisions sûres et détaillées sur la poursuite des événements. Cependant, il apparaît de plus en plus clairement que nous vivons actuellement, du fait de la responsabilité directe de la classe dominante, une nouvelle phase d'accélération de l'histoire. Pour cette raison à laquelle s'ajoute le fait que la véritable cible des attentats de Madrid c'est le prolétariat (au niveau immédiat et historique), et parce que les enjeux sous-jacents à ces événements sont de la première importance pour le sort de l'humanité et qu'ils posent la question de l'alternative historique "guerre mondiale ou révolution prolétarienne", cette situation exige, de la part des révolutionnaires (les organisations au premier chef), la plus grande détermination dans leur attention, leur mobilisation, leur réflexion et leur intervention dans notre classe.

Mais d'ores et déjà, en plus des perspectives d'attaques économiques déjà annoncées contre ses conditions de vie et de travail, la classe ouvrière internationale se trouve de plus en plus confrontée à l'alternative guerre ou révolution dont les termes concrets d'aujourd'hui sont d'une part :

- le danger de se laisser embarquer derrière la « guerre contre le terrorisme » derrière les Etats bourgeois, ce qui signifie accepter ce que cherche à lui imposer la classe dominante : l'unité derrière la nation et l'abandon des luttes qu'elle mène pour la défense de ses propres intérêts, celles qu'elle mène d'ailleurs contre ceux de cette même nation capitaliste

- ou le refus de cette unité nationale et l'affirmation de la classe ouvrière sur son propre terrain de lutte ;

et d'autre part :

- le danger de se laisser envoûter par les trompettes du pacifisme qui, aujourd'hui, sont carrément entonnées par les Etats capitalistes, ceux-là même qui sont responsables de la barbarie actuelle et qui portent en eux, si rien ne les arrête, la perspective de la guerre généralisée ;

- ou le rejet de cette idéologie dont le seul but est de la désarmer par rapport au danger de guerre et la mise en avant de sa volonté consciente de mettre fin à toutes les guerres en mettant fin au capitalisme.

Voilà pourquoi, aujourd'hui, l'intervention des révolutionnaires est vitale et se doit de dénoncer les principaux responsables de la barbarie actuelle ; de même qu'elle se doit de dénoncer toutes les "solutions", comme "l'union nationale contre le terrorisme" et le pacifisme, qui sont proposées au prolétariat par ceux-là même qui mettent le feu aux poudres. Ces "solutions" sont d'abord faites pour détourner le prolétariat de son terrain de classe et de la perspective historique dont il est porteur mais, derrière elles, il est certain qu'il y a encore et toujours plus de morts pour demain et la guerre généralisée pour après-demain.

Malheureusement, nous ne pouvons conclure sans appeler les organisations révolutionnaires, notamment celles qui se situent en continuité de la Gauche communiste, à combattre aussi toute idée visant à induire qu'il y aurait une « autre voie », une « troisième voie » à côté de l'alternative « guerre impérialiste ou révolution communiste », idée qui est défendue notamment par le CCI actuel, idée qui ne peut conduire qu'à tromper la classe ouvrière, à la désarmer au moment où elle commence à engager son combat, et à instiller une confusion opportuniste dans ses propres rangs.

La fraction interne du CCI, 21/03/2004